



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 3\$20

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

| ASSINATURAS | | | |
|-----------------------|-----------|--------------------|-------|
| As três séries . . . | Ano 360\$ | Semestre | 200\$ |
| A 1.ª série | 140\$ | » | 80\$ |
| A 2.ª série | 120\$ | » | 70\$ |
| A 3.ª série | 120\$ | » | 70\$ |

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto de selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMARIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 41 734:

Aprova, para ratificação, o Acordo de Madrid relativo ao registo internacional das marcas de fábrica ou de comércio de 14 de Abril de 1891, revisto em Bruxelas em 14 de Dezembro de 1900, em Washington em 2 de Junho de 1911, em Haia em 6 de Novembro de 1925, em Londres em 2 de Junho de 1934 e em Nice em 15 de Junho de 1957.

Decreto-Lei n.º 41 735:

Aprova, para ratificação, o Acordo de Nice relativo à classificação internacional dos produtos e serviços aos quais se aplicam as marcas de fábrica ou de comércio, assinado em 15 de Junho de 1957.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 41 734

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo 1.º É aprovado, para ratificação, o Acordo de Madrid relativo ao registo internacional das marcas de fábrica ou de comércio de 14 de Abril de 1891, revisto em Bruxelas em 14 de Dezembro de 1900, em Washington em 2 de Junho de 1911, em Haia em 6 de Novembro de 1925, em Londres em 2 de Junho de 1934 e em Nice em 15 de Junho de 1957, cujo texto em francês e a respectiva tradução são anexos ao presente decreto-lei.

Art. 2.º A ratificação produzirá somente efeitos quanto a Portugal metropolitano e ilhas adjacentes de Açores e Madeira.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 16 de Julho de 1958. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — António de Oliveira Salazar — Marcello Caetano — Fernando dos Santos Costa — Joaquim Trigo de Negreiros — João de Matos Antunes Varela — António Manuel Pinto Barbosa — Paulo Arsénio Virissimo Cunha — Eduardo de Arantes e Oliveira — Raul Jorge Rodrigues Ventura — Francisco de Paula Leite Pinto — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Manuel Gomes de Araújo — Henrique Veiga de Macedo.

Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce

ARTICLE PREMIER

(1) Les pays auxquels s'applique le présent Arrangement sont constitués à l'état d'Union particulière pour l'enregistrement international des marques.

(2) Les ressortissants de chacun des pays contractants pourront s'assurer, dans tous les autres pays parties au présent Arrangement, la protection de leurs marques applicables aux produits ou services enregistrés dans le pays d'origine, moyennant le dépôt des dites marques au Bureau international pour la protection de la propriété industrielle, fait par l'entremise de l'Administration dudit pays d'origine.

(3) Sera considéré comme pays d'origine le pays de l'Union particulière où le déposant a un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux; s'il n'a pas un tel établissement dans un pays de l'Union particulière, le pays de l'Union particulière où il a son domicile; s'il n'a pas de domicile dans l'Union particulière, le pays de sa nationalité s'il est ressortissant d'un pays de l'Union particulière.

ARTICLE 2

Sont assimilés aux ressortissants des pays contractants les ressortissants des pays n'ayant pas adhéré au présent Arrangement qui, sur le territoire de l'Union particulière constituée par ce dernier, satisfont aux conditions établies par l'article 3 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

ARTICLE 3

(1) Toute demande d'enregistrement international devra être présentée sur le formulaire prescrit par le Règlement d'exécution; l'Administration du pays d'origine de la marque certifiera que les indications qui figurent sur cette demande correspondent à celles du registre national et mentionnera les dates et les numéros du dépôt et de l'enregistrement de la marque au pays d'origine ainsi que la date de la demande d'enregistrement international.

(2) Le déposant devra indiquer les produits ou les services pour lesquels la protection de la marque est revendiquée, ainsi que, si possible, la ou les classes correspondantes, d'après la classification établie par l'Arrangement de Nice, concernant la classification internationale des produits et des services auxquels s'appliquent les marques de fabrique ou de commerce. Si le déposant ne donne pas cette indication, le Bureau international classera les produits ou les services dans les classes correspondantes de ladite classification. Le classement indiqué par le déposant sera soumis au contrôle

du Bureau international, qui l'exercera en liaison avec l'Administration nationale.

En cas de désaccord entre l'Administration nationale et le Bureau international, l'avis de ce dernier sera déterminant.

(3) Si le déposant revendique la couleur à titre d'élément distinctif de sa marque, il sera tenu :

- 1.° de le déclarer et d'accompagner son dépôt d'une mention indiquant la couleur ou la combinaison de couleurs revendiquée;
- 2.° de joindre à sa demande des exemplaires en couleur de ladite marque, qui seront annexés aux notifications faites par le Bureau international. Le nombre de ces exemplaires sera fixé par le Règlement d'exécution.

(4) Le Bureau international enregistrera immédiatement les marques déposées conformément à l'article premier. L'enregistrement portera la date de la demande d'enregistrement international au pays d'origine pourvu que la demande ait été reçue par le Bureau international dans le délai de deux mois à compter de cette date. Si la demande n'a pas été reçue dans ce délai, le Bureau international l'inscrira à la date à laquelle il l'a reçue. Le Bureau international notifiera cet enregistrement sans retard aux Administrations intéressées. Les marques enregistrées seront publiées dans une feuille périodique éditée par le Bureau international, au moyen des indications contenues dans la demande d'enregistrement. En ce qui concerne les marques comportant un élément figuratif ou un graphisme spécial, le Règlement d'exécution déterminera si un cliché doit être fourni par le déposant.

(5) En vue de la publicité à donner dans les pays contractants aux marques enregistrées, chaque Administration recevra du Bureau international un nombre d'exemplaires gratuits et un nombre d'exemplaires à prix réduit de la susdite publication proportionnels au nombre d'unités, selon les dispositions de l'article 13 (8) de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, dans les conditions fixées par le Règlement d'exécution. Cette publicité sera considérée dans tous les pays contractants comme pleinement suffisante et aucune autre ne pourra être exigée du déposant.

ARTICLE 3 bis

(1) Chaque pays contractant peut, en tout temps, notifier par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse que la protection résultant de l'enregistrement international ne s'étendra à ce pays que si le titulaire de la marque le demande expressément.

(2) Cette notification ne prendra effet que six mois après la date de la communication qui en sera faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux autres pays contractants. Toutefois, ce délai n'est pas applicable aux pays qui feront usage, lors de leur ratification ou adhésion, de la faculté donnée par l'alinéa (1).

ARTICLE 3 ter

(1) La demande d'extension à un pays ayant fait usage de la faculté ouverte par l'article 3 bis de la protection résultant de l'enregistrement international devra faire l'objet d'une mention spéciale dans la demande visée à l'article 3, alinéa (1).

(2) La demande d'extension territoriale formulée postérieurement à l'enregistrement international devra être présentée par l'entremise de l'Administration du pays d'origine sur un formulaire prescrit par le Règlement d'exécution. Elle sera immédiatement enregistrée par le Bureau international, qui la notifiera sans

retard à la ou aux Administrations intéressées. Elle sera publiée dans la feuille périodique éditée par le Bureau international. Cette extension territoriale produira ses effets à partir de la date à laquelle elle aura été inscrite sur le registre international; elle cessera d'être valable à l'échéance de l'enregistrement international de la marque à laquelle elle se rapporte.

ARTICLE 4

(1) A partir de l'enregistrement ainsi fait au Bureau international selon les dispositions des articles 3 et 3 ter, la protection de la marque dans chacun des pays contractants intéressés sera la même que ci cette marque y avait été directement déposée. Le classement des produits ou des services prévu à l'article 3 ne lie pas les pays contractants quant à l'appréciation de l'étendue de la protection de la marque.

(2) Toute marque qui a été l'objet d'un enregistrement international jouira du droit de priorité établi par l'article 4 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle sans qu'il soit nécessaire d'accomplir les formalités prévues dans la lettre D de cet article.

ARTICLE 4 bis

(1) Lorsqu'une marque, déjà déposée dans un ou plusieurs des pays contractants, a été postérieurement enregistrée par le Bureau international au nom du même titulaire ou de son ayant cause, l'enregistrement international sera considéré comme substitué aux enregistrements nationaux antérieurs, sans préjudice des droits acquis par le fait de ces derniers.

(2) L'Administration nationale est, sur demande, tenue de prendre acte, dans ses registres, de l'enregistrement international.

ARTICLE 5

(1) Dans les pays où leur législation les y autorise, les Administrations auxquelles le Bureau international notifiera l'enregistrement d'une marque, ou la demande d'extension de protection formulée conformément à l'article 3 ter, auront la faculté de déclarer que la protection ne peut être accordée à cette marque sur leur territoire. Un tel refus ne pourra être opposé que dans les conditions qui s'appliqueraient, en vertu de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, à une marque déposée à l'enregistrement national. Toutefois, la protection ne pourra être refusée, même partiellement, pour le seul motif que la législation nationale n'autoriserait l'enregistrement que dans un nombre limité de classes ou pour un nombre limité de produits ou de services.

(2) Les Administrations qui voudront exercer cette faculté devront notifier leur refus avec indication de tous les motifs, au Bureau international, dans le délai prévu par leur loi nationale et, au plus tard, avant la fin d'une année comptée à partir de l'enregistrement international de la marque ou de la demande d'extension de protection formulée conformément à l'article 3 ter.

(3) Le Bureau international transmettra sans retard à l'Administration du pays d'origine et au titulaire de la marque ou à son mandataire, si celui-ci a été indiqué au Bureau par ladite Administration, un des exemplaires de la déclaration de refus ainsi notifiée. L'intéressé aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait été par lui directement déposée dans le pays où la protection est refusée.

(4) Les motifs de refus d'une marque devront être communiqués par le Bureau international aux intéressés qui lui en feront la demande.

(5) Les Administrations qui, dans le délai maximum sus-indiqué d'un an, n'auront communiqué au sujet d'un enregistrement de marque ou d'une demande d'extension de protection aucune décision de refus provisoire ou définitif au Bureau international, perdront le bénéfice de la faculté prévue à l'alinéa (1) du présent article concernant la marque en cause.

(6) L'invalidation d'une marque internationale ne pourra être prononcée par les autorités compétentes sans que le titulaire de la marque ait été mis en demeure de faire valoir ses droits en temps utile. Elle sera notifiée au Bureau international.

ARTICLE 5 bis

Les pièces justificatives de la légitimité d'usage de certains éléments contenus dans les marques, tels que armoiries, écussons, portraits, distinctions honorifiques, titres, noms commerciaux ou noms de personnes autres que celui du déposant, ou autres inscriptions analogues, qui pourraient être réclamées par les Administrations des pays contractants, seront dispensées de toute légalisation, ainsi que toute certification autre que celle de l'Administration du pays d'origine.

ARTICLE 5 ter

(1) Le Bureau international délivrera à toute personne qui en fera la demande, moyennant une taxe fixée par le Règlement d'exécution, une copie des mentions inscrites dans le Registre relativement à une marque déterminée.

(2) Le Bureau international pourra aussi, contre rémunération, se charger de faire des recherches d'antériorité parmi les marques internationales.

(3) Les extraits du Registre international demandés en vue de leur production dans un des pays contractants seront dispensés de toute légalisation.

ARTICLE 6

(1) L'enregistrement d'une marque au Bureau international est effectué pour vingt ans (sous réserve de ce qui est prévu à l'article 8 pour le cas où le déposant n'aurait versé qu'une fraction de l'émolument international), avec possibilité de renouvellement, dans les conditions fixées à l'article 7.

(2) A l'expiration d'un délai de cinq ans à dater de l'enregistrement international, celui-ci devient indépendant de la marque nationale préalablement enregistrée au pays d'origine, sous réserve des dispositions suivantes.

(3) La protection résultant de l'enregistrement international, ayant ou non fait l'objet d'une transmission, ne pourra plus être invoquée en tout ou partie lorsque, dans les cinq ans de la date de l'enregistrement international, la marque nationale, préalablement enregistrée au pays d'origine selon l'article premier, ne jouira plus en tout ou partie de la protection légale dans ce pays. Il en sera de même lorsque cette protection légale aura cessé ultérieurement par suite d'une action introduite avant l'expiration du délai de cinq ans.

(4) En cas de radiation volontaire ou d'office, l'Administration du pays d'origine demandera la radiation de la marque du Bureau international, lequel procédera à cette opération. En cas d'action judiciaire, l'Administration susdite communiquera au Bureau international, d'office ou à la requête du demandeur, copie de l'acte d'introduction de l'instance ou de tout autre document justifiant cette introduction, ainsi que du jugement définitif; le Bureau en fera mention au Registre international.

ARTICLE 7

(1) L'enregistrement pourra toujours être renouvelé pour une période de vingt ans, à compter de l'expiration de la période précédente, par le simple versement de l'émolument de base et, le cas échéant, des émoluments supplémentaires et des compléments d'émoluments prévus par l'article 8, alinéa (2).

(2) Le renouvellement ne pourra comporter aucune modification par rapport au précédent enregistrement en son dernier état.

(3) Le premier renouvellement effectué après l'entrée en vigueur du présent Acte devra comporter l'indication des classes de la classification internationale auxquelles se rapporte l'enregistrement.

(4) Six mois avant l'expiration du terme de protection, le Bureau international rappellera au titulaire de la marque et à son mandataire, par l'envoi d'un avis officieux, la date exacte de cette expiration.

(5) Moyennant le versement d'une surtaxe fixée par le Règlement d'exécution, un délai de grâce de six mois sera accordé pour le renouvellement de l'enregistrement international.

ARTICLE 8

(1) L'Administration du pays d'origine aura la faculté de fixer à son gré et de percevoir à son profit une taxe nationale qu'elle réclamera du titulaire de la marque dont l'enregistrement international ou le renouvellement est demandé.

(2) L'enregistrement d'une marque au Bureau international sera soumis au règlement préalable d'un émolument international qui comprendra:

- a) un émolument de base de 200 francs suisses pour la première marque et de 150 francs pour chacune des marques suivantes déposées en même temps que la première;
- b) un émolument supplémentaire de 25 francs suisses pour toute classe de la classification internationale en sus de la troisième dans laquelle seront rangés les produits ou services auxquels s'applique la marque;
- c) un complément d'émolument de 25 francs suisses par pays pour toute demande d'exécution de protection, conformément à l'article 3 ter.

(3) Toutefois, l'émolument supplémentaire spécifié à l'alinéa (2), lettre b), pourra être réglé dans un délai à fixer par le Règlement d'exécution, si le nombre des classes de produits ou services a été fixé ou contesté par le Bureau international et sans qu'il soit porté préjudice à la date de l'enregistrement. Si, à l'expiration du délai susdit, l'émolument supplémentaire n'a pas été payé ou si la liste des produits ou services n'a pas été réduite par le déposant dans la mesure nécessaire, la demande d'enregistrement international sera considérée comme abandonnée.

(4) Le produit annuel des diverses recettes de l'enregistrement international, à l'exception de celles prévues sous b) et c) de l'alinéa (2), sera réparti par parts égales entre les pays parties au présent Acte par les soins du Bureau international, après déduction des frais et charges nécessités par l'exécution dudit Acte.

Si, au moment de l'entrée en vigueur du présent Acte, un pays n'a encore adhéré ni à l'Acte de la Haye, ni à celui de Londres, il n'aura droit, jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de son adhésion, qu'à une répartition de l'excédent de recettes, calculée sur la base des anciens textes.

(5) Les sommes provenant des émoluments supplémentaires, visés à l'alinéa (2), lettre b), seront répar-

ties à l'expiration de chaque année entre les pays parties au présent Acte proportionnellement au nombre de marques pour lesquelles la protection aura été demandée dans chacun d'eux durant l'année écoulée, ce nombre étant affecté, en ce qui concerne les pays à examen préalable, d'un coefficient qui sera déterminé par le Règlement d'exécution.

(6) Les sommes provenant des compléments d'émolements visés à l'alinéa (2), lettre c), seront réparties selon les règles de l'alinéa (5) entre les pays ayant fait usage de la faculté prévue à l'article 3 *bis*.

(7) En ce qui concerne l'émolement de base, le déposant aura la faculté de n'acquitter au moment de la demande d'enregistrement international qu'un montant de base de 125 francs suisses pour la première marque et de 100 francs suisses pour chacune des marques déposées en même temps que la première.

(8) Si le déposant fait usage de cette faculté, il devra, avant l'expiration d'un délai de dix ans, compté à partir de l'enregistrement international, verser au Bureau international un solde d'émolement de base de 100 francs suisses pour la première marque et de 75 francs suisses pour chacune des marques déposées en même temps que la première, faute de quoi, à l'expiration de ce délai, il perdra le bénéfice de son enregistrement. Six mois avant cette expiration, le Bureau international rappellera au déposant et à son mandataire, par l'envoi d'un avis officieux, la date exacte de cette expiration. Si le solde d'émolement de base n'est pas versé avant l'expiration de ce délai au Bureau international, celui-ci radiera la marque, notifiera cette opération aux Administrations nationales et la publiera dans son journal. Si le solde dû pour des marques déposées en même temps n'est pas payé en une seule fois, le déposant devra désigner exactement les marques pour lesquelles il entend payer le solde et acquitter 100 francs suisses pour la première marque de chaque série.

(9) En ce qui concerne le délai de six mois mentionné ci-dessus, la disposition de l'article 7, alinéa (5), est applicable par analogie.

ARTICLE 8 *bis*

Le titulaire d'enregistrement international peut toujours renoncer à la protection dans un ou plusieurs des pays contractants, au moyen d'une déclaration remise à l'Administration de son pays, pour être communiqué au Bureau international, qui la notifiera aux pays que cette renonciation concerne. Celle-ci n'est soumise à aucune taxe.

ARTICLE 9

(1) L'Administration du pays du titulaire notifiera également au Bureau international les annulations, radiations, renonciations, transmissions et autres changements apportés à l'inscription de la marque dans le registre national, si ces changements affectent aussi l'enregistrement international.

(2) Le Bureau inscrira ces changements dans le Registre international, les notifiera à son tour aux Administrations des pays contractants et les publiera dans son journal.

(3) On procédera de même lorsque le titulaire de l'enregistrement international demandera à réduire la liste des produits ou services auxquels il s'applique.

(4) Ces opérations peuvent être soumises à une taxe qui sera fixée par le Règlement d'exécution.

(5) L'addition ultérieure d'un nouveau produit ou service à la liste ne peut être obtenue que par un nouveau dépôt effectué conformément aux prescriptions de l'article 3.

(6) A l'addition est assimilée la substitution d'un produit ou service à un autre.

ARTICLE 9 *bis*

(1) Lorsqu'une marque inscrite dans le Registre international sera transmise à une personne établie dans un pays contractant autre que le pays titulaire de l'enregistrement international, la transmission sera notifiée au Bureau international par l'Administration de ce même pays. Le Bureau international enregistrera la transmission, la notifiera aux autres Administrations et la publiera dans son journal. Si la transmission a été effectuée avant l'expiration du délai de cinq ans, à compter de l'enregistrement international, le Bureau international demandera l'assentiment de l'Administration du pays du nouveau titulaire et publiera, si possible, la date et le numéro d'enregistrement de la marque dans le pays du nouveau titulaire.

(2) Nulle transmission de marque inscrite dans le Registre international faite au profit d'une personne non admise à déposer une marque internationale ne sera enregistrée.

(3) Lorsqu'une transmission n'aura pu être inscrite dans le Registre international, soit par suite du refus d'assentiment du pays du nouveau titulaire, soit parce qu'elle a été faite au profit d'une personne non admise à demander un enregistrement international, l'Administration du pays de l'ancien titulaire aura le droit de demander au Bureau international de procéder à la radiation de la marque sur son Registre.

ARTICLE 9 *ter*

(1) Si la cession d'une marque internationale pour une partie seulement des produits ou services enregistrés est notifiée au Bureau international, celui-ci l'inscrira dans son Registre. Chacun des pays contractants aura la faculté de ne pas admettre la validité de cette cession si les produits ou services compris dans la partie ainsi cédée sont similaires à ceux pour lesquels la marque reste enregistrée au profit du cédant.

(2) Le Bureau international inscrira également une cession de la marque internationale pour un ou plusieurs des pays contractants seulement.

(3) Si, dans les cas précédents, il intervient un changement du pays du titulaire, l'Administration à laquelle ressortit le nouveau titulaire devra, si la marque internationale a été transmise avant l'expiration du délai de cinq ans, à compter de l'enregistrement international, donner l'assentiment requis conformément à l'article 9 *bis*.

(4) Les dispositions des alinéas précédents ne sont applicables que sous réserve de l'article 6 *quater* de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

ARTICLE 9 *quater*

(1) Si plusieurs pays de l'Union particulière conviennent de réaliser l'unification de leurs lois nationales en matière de marques, ils pourront notifier au Gouvernement de la Confédération suisse:

- a) qu'une Administration commune se substituera à l'Administration nationale de chacun d'eux; et,
- b) que l'ensemble de leurs territoires respectifs devra être considéré comme un seul pays pour l'application du présent Arrangement en tout ou en partie.

(2) Cette notification ne prendra effet que six mois après la date de la communication qui en sera faite par

le Gouvernement de la Confédération suisse aux autres pays contractants.

ARTICLE 10

(1) Les Administrations régleront d'un commun accord les détails relatifs à l'exécution du présent Arrangement.

(2) Il est institué, auprès du Bureau international, un Comité des Directeurs des Offices nationaux de la propriété industrielle de l'Union particulière. Il se réunit sur convocation du directeur du Bureau international ou à la demande de cinq pays, parties à l'Arrangement, à des intervalles ne dépassant pas cinq années. Il désigne en son sein un conseil restreint qui peut être chargé de tâches déterminées et se réunit au moins une fois par an.

(3) Les fonctions de ce comité sont consultatives.

(4) Toutefois:

- a) sous réserve des compétences générales dévolues à la Haute Autorité de surveillance, il peut, sur proposition motivée du directeur du Bureau international, et prononçant à l'unanimité des pays représentés, modifier le montant des émoluments prévus à l'article 8 du présent Arrangement;
- b) il établit et modifie, à l'unanimité des pays représentés, le Règlement d'exécution du présent Arrangement;
- c) les directeurs des Offices nationaux de la propriété industrielle ont la faculté de déléguer leurs pouvoirs au représentant d'un autre pays.

ARTICLE 11

(1) Les pays de l'Union pour la protection de la propriété industrielle qui n'ont pas pris part au présent Arrangement seront admis à y adhérer sur leur demande et dans la forme prescrite par l'article 16 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle. Cette adhésion ne sera valable que pour le texte révisé en dernier lieu de l'Arrangement.

(2) Dès que le Bureau international sera informé qu'un pays ou tout ou partie des pays ou territoires dont il assure les relations extérieures a adhéré au présent Arrangement, il adressera à l'Administration de ce pays, conformément à l'article 3, une notification collective des marques qui, à ce moment, jouiront de la protection internationale.

(3) Cette notification assurera, par elle-même, aux dites marques, le bénéfice des précédents dispositions sur le territoire du pays adhérent et fera courir le délai d'un an pendant lequel l'Administration intéressée peut faire la déclaration prévue par l'article 5.

(4) Toutefois, chaque pays, en adhérant au présent Arrangement, pourra déclarer que, sauf en ce qui concerne les marques internationales ayant déjà fait antérieurement dans ce pays l'objet d'un enregistrement national identique encore en vigueur et qui seront immédiatement reconnues sur la demande des intéressés, l'application de cet Acte sera limitée aux marques qui seront enregistrées à partir du jour où cette adhésion deviendra effective.

(5) Cette déclaration dispensera le Bureau international de faire la notification collective sus-indiquée. Il se bornera à notifier les marques en faveur desquelles la demande d'être mis au bénéfice de l'exception prévue à l'alinéa précédent lui parviendra, avec les précisions nécessaires, dans le délai d'une année à partir de l'accession du nouveau pays.

Le Bureau international ne fera pas de notification collective aux pays qui, en adhérant à l'Arrangement de Madrid, déclareront user de la faculté prévue à l'ar-

ticle 3 bis. Ces pays pourront, en outre, déclarer simultanément que l'application de cet Acte sera limitée aux marques qui seront enregistrées à partir du jour où leur adhésion deviendra effective; cette limitation n'atteindra toutefois pas les marques internationales ayant déjà fait antérieurement, dans ce pays, l'objet d'un enregistrement national identique et qui pourront donner lieu à des demandes d'extension de protection formulées et notifiées conformément aux articles 3 ter et 8, alinéa (2), lettre c).

(6) Les enregistrements de marques qui ont fait l'objet d'une des notifications prévues par cet article seront considérés comme substitués aux enregistrements effectués directement dans le nouveau pays contractant avant la date effective de son adhésion.

(7) Les dispositions de l'article 16 bis de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle s'appliquent au présent Arrangement.

ARTICLE 11 bis

En cas de dénonciation du présent Arrangement, l'article 17 bis de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle fait règle. Les marques internationales enregistrées jusqu'à la date à laquelle la dénonciation devient effective, et non refusées dans l'année prévue à l'article 5, continueront, pendant la durée de la protection internationale, à bénéficier de la même protection que si elles avaient été directement déposées dans ce pays.

ARTICLE 12

(1) Le présent Arrangement sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Paris aussitôt que possible.

(2) Il entrera en vigueur entre les pays au nom desquels il aura été ratifié ou qui y auront adhéré aux termes de l'article 11, alinéa (1), lorsque douze pays au moins l'auront ratifié ou y auront adhéré, deux années après que le dépôt du douzième instrument de ratification ou adhésion leur aura été notifié par le Gouvernement de la Confédération suisse et il aura la même force et durée que la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

(3) A l'égard des pays qui déposeront leur instrument de ratification ou adhésion postérieurement au dépôt du douzième instrument de ratification ou adhésion, il entrera en vigueur selon les règles de l'article 16 de la Convention de Paris. Toutefois, cette entrée en vigueur sera subordonnée en tout état de cause à l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent.

(4) Cet Acte remplacera, dans tous les rapports entre les pays au nom desquels il aura été ratifié ou qui y auront adhéré, à partir du jour où il entrera en vigueur à leur égard, l'Arrangement de Madrid de 1891, dans ses textes antérieures au présent Acte. Toutefois, chaque pays qui aura ratifié le présent Acte ou qui y aura adhéré restera soumis aux textes antérieurs dans ses rapports avec les pays qui ne l'auront pas ratifié ou qui n'y auront pas adhéré à moins que ce pays n'ait expressément déclaré ne plus vouloir être lié par ces textes. Cette déclaration sera notifiée au Gouvernement de la Confédération suisse. Elle ne produira son effet que douze mois après sa réception par ledit Gouvernement.

(5) Le Bureau international réglera, en accord avec les pays intéressés, les mesures administratives d'adaptation qui s'avèreront opportunes en vue de l'exécution des dispositions du présent Arrangement.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent Arrangement.

Fait à Nice en un seul exemplaire, le 15 juin 1957.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Herbert Kuhnemann.

Pour l'Australie:

Pour l'Autriche:

Gottfried Thaler.

Pour la Belgique:

L. Hermans.

Pour le Brésil:

Pour la République Populaire de Bulgarie:

Pour le Canada:

Pour Ceylan:

Pour Cuba:

Pour le Danemark:

Pour la République Dominicaine:

Pour l'Égypte:

Pour l'Espagne:

N. Juristo Valverde.

J. L. Aparicio.

Pour les États-Unis d'Amérique:

Pour la Finlande:

Pour la France:

Marcel Plaisant.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour la Grèce:

Pour la République Populaire de Hongrie:

Lajos Dege.

Pour l'Indonésien:

Pour l'Irlande:

Pour Israël:

Pour l'Italie:

Talamo.

Pour le Japon:

Pour le Liban:

Pour la Principauté de Liechtenstein:

Hans Morf.

Pour le Luxembourg:

J. P. Hoffmann.

Pour le Maroc:

Taieb Sebti.

Pour le Mexique:

Pour Monaco:

C. Solamito.

Pour la Norvège:

Pour la Nouvelle-Zélande:

Pour les Pays-Bas:

C. J. de Haan.

Pour la République Populaire de Pologne:

Pour le Portugal, avec les îles Açores et Madère:

Jorge Van Zeller Garin.

Pour la Roumanie:

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

Hans Morf.

Léon Egger.

Pour la Syrie:

Pour la République Tchécoslovaque:

D. Jan Cech.

Pour la Tunisie:

Salah Eddine El Goulli.

Pour la République de Turquie:

Pour l'Union Sud-Africaine:

Pour le Viet-Nam:

Pour la Yougoslavie:

Milenko Jakovljevic.

Acordo de Madrid relativo ao registo internacional
das marcas de fábrica ou de comércio

ARTIGO 1.º

(1) Os países aos quais se aplica o presente Acordo constituem uma União particular para o registo internacional das marcas.

(2) Os nacionais de cada um dos países contratantes poderão assegurar a protecção, em todos os outros países partes do presente Acordo, das suas marcas aplicáveis aos produtos ou serviços registados no país de origem, por meio do depósito das referidas marcas na Secretaria internacional para a protecção da propriedade industrial, feito por intermédio da Administração do dito país de origem.

(3) Será considerado país de origem o país da União particular em que o depositante tenha um estabelecimento industrial ou comercial efectivo e idóneo; se o depositante não possuir tal estabelecimento num país da União particular, o país da União particular em que ele tiver o seu domicílio; se não tiver domicílio na União particular, o país da sua nacionalidade, se for súbdito de um país da União particular.

ARTIGO 2.º

São equiparados aos nacionais dos países contratantes os nacionais dos países não aderentes ao presente Acordo que, no território da União particular por ele constituída, satisfaçam as condições estabelecidas no artigo 3.º da Convenção de Paris para a protecção da propriedade industrial.

ARTIGO 3.º

(1) Qualquer pedido de registo internacional deverá ser apresentado no formulário prescrito no Regulamento de execução; a Administração do país de origem da marca certificará que as indicações que figuram no pedido correspondem às do registo nacional e mencionará as datas e os números de depósito e do registo da marca no país de origem, assim como a data do pedido de registo internacional.

(2) O requerente deverá indicar os produtos ou serviços para os quais reivindica a protecção da marca, assim como, se for possível, a classe ou classes correspondentes, segundo a classificação estabelecida pelo Acordo de Nice, relativo à classificação internacional dos produtos e serviços aos quais se aplicam as marcas de fábrica ou de comércio. Se o requerente não der essa indicação, a Secretaria internacional incluirá os produtos ou serviços nas classes correspondentes da referida classificação. A classificação indicada pelo requerente será submetida à verificação da Secretaria internacional, que a estabelecerá em ligação com a Administração nacional. No caso de desacordo entre a Administração nacional e a Secretaria internacional, prevalecerá a opinião desta última.

(3) Se o requerente reivindicar a cor como elemento distintivo da sua marca, será obrigado:

- 1.º A declará-lo e a fazer acompanhar o seu depósito de uma menção indicando a cor ou a combinação de cores reivindicada.
- 2.º A juntar ao pedido exemplares coloridos da referida marca, os quais serão apensados às notificações feitas pela Secretaria internacional. O número desses exemplares será fixado pelo Regulamento de execução.

(4) A Secretaria internacional registará imediatamente as marcas depositadas nos termos do artigo 1.º O registo terá a data do pedido de registo internacional no país de origem, contanto que o pedido tenha sido recebido pela Secretaria internacional no prazo de dois meses, a contar dessa data. Se o pedido não for recebido dentro desse prazo, a Secretaria internacional inscreverá-lo na data em que o tiver recebido. A Secretaria internacional notificará sem demora esse registo às Administrações interessadas. As marcas registadas serão publicadas numa folha periódica editada pela Secretaria internacional, com base nas indicações constantes do pedido de registo. Quanto às marcas que apresentem um elemento figurativo ou um aspecto gráfico especial, o Regulamento de execução determinará se o requerente terá de fornecer uma matriz.

(5) Para o efeito de publicidade a dar nos países contratantes às marcas registadas, cada Administração receberá da Secretaria internacional um número de exemplares gratuitos e um número de exemplares a preço reduzido da referida publicação proporcionais ao número de unidades, de acordo com as disposições do artigo 13.º (8) da Convenção de Paris para a protecção da propriedade industrial, nas condições fixadas pelo Regulamento de execução. Essa publicidade será considerada plenamente suficiente em todos os países contratantes e nenhuma outra se poderá exigir do requerente.

ARTIGO 3.º bis

(1) Cada país contratante poderá, em qualquer ocasião, notificar por escrito ao Governo da Confederação Suíça que a protecção resultante do registo internacional só será extensiva a esse país se o titular da marca expressamente o pedir.

(2) Aquela notificação só produzirá efeito seis meses depois da data da sua comunicação aos outros países contratantes, feita pelo Governo da Confederação suíça. Todavia, este prazo não se aplicará aos países que, no momento da sua ratificação ou adesão, fizerem uso da faculdade concedida pelo § (1).

ARTIGO 3.º ter

(1) O pedido de extensão a um país que tenha feito uso da faculdade prevista no artigo 3.º bis da protecção resultante do registo internacional deverá motivar uma menção especial no pedido citado no artigo 3.º, § (1).

(2) O pedido de extensão territorial formulado posteriormente ao registo internacional deverá ser apresentado por intermédio da Administração do país de origem, no formulário prescrito no Regulamento de execução. O pedido será imediatamente registado pela Secretaria internacional, que o notificará sem demora à Administração ou Administrações interessadas, e será publicado na folha periódica editada pela Secretaria internacional. Essa extensão territorial tornar-se-á efectiva a partir da data em que for inscrita no registo internacional; deixará de ter validade ao cessar o registo internacional da marca a que ela se refere.

ARTIGO 4.º

(1) A partir do registo feito nestes termos na Secretaria internacional, segundo as disposições dos artigos 3.º e 3.º ter, a protecção da marca em cada um dos países contratantes interessados será a mesma que a marca teria se neles tivesse sido directamente registada. A classificação dos produtos ou serviços prevista no artigo 3.º não obriga os países contratantes quanto à apreciação da extensão da protecção da marca.

(2) Qualquer marca que tenha sido objecto de um registo internacional gozará do direito de prioridade estabelecido no artigo 4.º da Convenção de Paris para a protecção da propriedade industrial, sem que seja necessário cumprir as formalidades previstas na letra D desse artigo.

ARTIGO 4.º bis

(1) Quando uma marca já registada em um ou vários países contratantes for posteriormente registada na Secretaria internacional em nome do mesmo titular ou do seu sucessor, o registo internacional considerar-se-á em substituição dos registos nacionais anteriores, sem prejuízo dos direitos adquiridos pelo facto destes últimos.

(2) A Administração nacional será obrigada a averbar nos seus registos, a pedido, o registo internacional.

ARTIGO 5.º

(1) Nos países cuja legislação o permita, as Administrações às quais a Secretaria internacional notificar o registo de uma marca ou o pedido de extensão de protecção formulado nos termos do artigo 3.º ter terão a faculdade de declarar que a protecção não pode ser concedida a essa marca no seu território. Tal recusa só poderá ser oposta nas condições que se aplicariam, em consequência da Convenção de Paris para a protecção da propriedade industrial, a uma marca submetida ao registo nacional. Todavia, a protecção não poderá ser recusada, mesmo parcialmente, unicamente pelo motivo de a legislação nacional só autorizar o

registo num número limitado de classes ou para um número limitado de produtos ou serviços.

(2) As Administrações que quiserem usar desta faculdade deverão notificar a sua recusa, com indicação de todos os motivos, à Secretaria internacional, no prazo fixado na sua lei nacional e, o mais tardar, antes de decorrido um ano, contado a partir do registo internacional da marca ou do pedido de extensão da protecção formulado em conformidade com o artigo 3.º *ter*.

(3) A Secretaria internacional transmitirá sem demora à Administração do país de origem e ao titular da marca ou ao seu mandatário, se este tiver sido indicado à Secretaria pela referida Administração, um dos exemplares da declaração de recusa notificada naqueles termos. O interessado terá os mesmos meios de recurso como se a marca tivesse sido por ele directamente registada no país em que a protecção é recusada.

(4) Os motivos de recusa de uma marca deverão ser comunicados pela Secretaria internacional aos interessados que lhos solicitarem.

(5) As Administrações que, no prazo máximo de um ano, acima indicado, não tiverem comunicado à Secretaria internacional nenhuma decisão de recusa provisória ou definitiva sobre um registo de marca ou pedido de extensão de protecção perderão o benefício da faculdade prevista no § (1) do presente artigo, quanto à marca em questão.

(6) A anulação de uma marca internacional não poderá ser decretada pelas autoridades competentes sem que o titular da marca tenha sido intimado a fazer valer os seus direitos em devido tempo. A anulação será notificada à Secretaria internacional.

ARTIGO 5.º bis

Os documentos justificativos da legitimidade do uso de determinados elementos contidos nas marcas, tais como armas, escudos, retratos, distinções honoríficas, títulos, nomes comerciais ou nomes de pessoas que não sejam os do requerente, ou outras inscrições análogas, que possam ser exigidos pelas Administrações dos países contratantes, serão dispensados de qualquer legalização, bem como de qualquer certificação que não seja a da Administração do país de origem.

ARTIGO 5.º *ter*

(1) A Secretaria internacional entregará a quem lho solicitar, mediante uma taxa fixada no Regulamento de execução, uma cópia das menções inscritas no registo a respeito de determinada marca.

(2) A Secretaria internacional poderá também encarregar-se, mediante remuneração, de proceder a buscas sobre anterioridade relativa das marcas internacionais.

(3) Os extractos do registo internacional pedidos para o efeito de serem apresentados num país contratante serão dispensados de qualquer legalização.

ARTIGO 6.º

(1) O registo de uma marca na Secretaria internacional é feito por vinte anos (ressalvado o que está previsto no artigo 8.º para o caso de o requerente ter pago somente uma fracção do emolumento internacional), com possibilidade de renovação, nas condições fixadas no artigo 7.º

(2) Expirado o prazo de cinco anos, a contar da data do registo internacional, este torna-se independente da marca nacional previamente registada no país de origem, sob reserva das disposições seguintes.

(3) A protecção resultante do registo internacional, tenha ou não havido transmissão, deixará de poder ser invocada, no todo ou em parte, quando, cinco anos após

a data do registo internacional, a marca nacional, previamente registada no país de origem, de acordo com o artigo 1.º, já não gozar, no todo ou em parte, de protecção legal nesse país. O mesmo sucederá se essa protecção legal tiver cessado posteriormente em consequência de uma acção proposta antes da expiração do prazo de cinco anos.

(4) No caso de cancelamento voluntário ou obrigatório, a Administração do país de origem pedirá o cancelamento da marca à Secretaria internacional, a qual procederá a essa operação. No caso de acção judiciária, a Administração supracitada transmitirá à Secretaria internacional, officiosamente ou a pedido do autor, uma cópia da petição inicial da acção ou de qualquer outro documento que prove a positividade, bem como do julgamento definitivo; a Secretaria internacional mencionará o facto no registo internacional.

ARTIGO 7.º

(1) O registo poderá ser sempre renovado por um período de vinte anos, a contar da expiração do período precedente, mediante o simples pagamento do emolumento-base e, se for caso disso, dos emolumentos suplementares e complementos de emolumentos previstos no artigo 8.º, § (2).

(2) A renovação não poderá permitir nenhuma modificação em relação ao registo anterior na sua última forma.

(3) A primeira renovação efectuada depois da entrada em vigor do presente Acto deverá indicar as classes da classificação internacional a que o registo disser respeito.

(4) Seis meses antes de expirar o prazo da protecção, a Secretaria internacional avisará officiosamente o titular da marca e o seu mandatário sobre a data exacta da expiração.

(5) Mediante o pagamento de uma sobretaxa, fixada pelo Regulamento de execução, será concedido um novo prazo de seis meses para a renovação do registo internacional.

ARTIGO 8.º

(1) A Administração do país de origem terá a faculdade de fixar como entender e de cobrar em seu proveito uma taxa nacional, que exigirá do titular da marca cujo registo internacional ou renovação é pedido.

(2) O registo de uma marca na Secretaria internacional ficará sujeito ao pagamento prévio de um emolumento internacional, que englobará:

- a) Um emolumento-base de 200 francos suíços pela primeira marca e 150 francos por cada uma das marcas seguintes depositadas juntamente com a primeira;
- b) Um emolumento suplementar de 25 francos suíços por qualquer classe da classificação internacional, além da terceira em que forem incluídos os produtos ou serviços aos quais a marca se aplica;
- c) Um complemento de emolumento de 25 francos suíços por país, por qualquer pedido de execução de protecção, nos termos do artigo 3.º *ter*.

(3) Todavia, o emolumento suplementar especificado no § (2), alínea *b*), poderá ser pago num prazo a fixar pelo Regulamento de execução, se o número de classes de produtos ou serviços for fixado ou contestado pela Secretaria internacional e sem que seja prejudicada a data do registo. Se, ao expirar o prazo supracitado, o emolumento suplementar não tiver sido pago ou se a lista dos produtos ou serviços não tiver sido suficien-

temente reduzida pelo requerente, o pedido de registo considerar-se-á abandonado.

(4) O produto anual das diversas receitas do registo internacional, com excepção das previstas nas alíneas b) e c) do § (2), será distribuído em partes iguais pelos países partes no presente Acto, por intermédio da Secretaria internacional, depois de deduzidas as despesas e encargos resultantes da execução do dito Acto.

Se, por ocasião da entrada em vigor do presente Acto, qualquer país não tiver ainda aderido ao Acto de Haia, nem ao de Londres, esse país somente terá direito, até à data da entrada em vigor da sua adesão, a uma parte do excedente das receitas, calculada na base dos antigos textos.

(5) As quantias provenientes dos emolumentos suplementares, a que se refere o § (2), alínea b), serão distribuídas no fim de cada ano pelos países partes no presente Acto proporcionalmente ao número de marcas para as quais tenha sido pedida a protecção em cada um deles durante o ano decorrido; este número é afectado, no que respeita aos países de exame prévio, de um coeficiente que será determinado pelo Regulamento de execução.

(6) As quantias provenientes dos complementos de emolumentos, a que se refere o § (2), alínea c), serão distribuídas, segundo as regras do § (5), pelos países que tenham feito uso da faculdade prevista no artigo 3.º bis.

(7) Quanto ao emolumento-base, o requerente terá a faculdade de, ao apresentar o pedido de registo internacional, pagar apenas uma importância-base de 125 francos suíços pela primeira marca e 100 francos suíços por cada uma das marcas depositadas juntamente com a primeira.

(8) Se o depositante fizer uso daquela faculdade, deverá pagar à Secretaria internacional, antes de expirado o prazo de dez anos, contado a partir da data do registo internacional, um saldo de emolumento-base de 100 francos suíços pela primeira marca e 75 francos suíços por cada uma das marcas depositadas juntamente com a primeira, sob pena de perder o benefício do seu registo ao expirar aquele prazo. Seis meses antes de expirado o prazo, a Secretaria internacional avisará officiosamente o depositante e o seu mandatário da data exacta da expiração. Se o saldo de emolumento-base não lhe for pago antes de expirado aquele prazo, a Secretaria internacional cancelará a marca, notificará esta operação às Administrações nacionais e publicá-la-á no seu jornal. Se o saldo devido pelas marcas depositadas ao mesmo tempo não for pago por uma só vez, o requerente deverá designar exactamente as marcas pelas quais pretende pagar o saldo e entregar 100 francos suíços pela primeira marca de cada série.

(9) Quanto ao prazo de seis meses acima mencionado, deverá ser aplicada por analogia a disposição do artigo 7.º, § (5).

ARTIGO 8.º bis

O titular do registo internacional pode sempre renunciar à protecção em um ou vários dos países contratantes, por meio de uma declaração entregue à Administração do seu país, para ser transmitida à Secretaria internacional, que a notificará aos países a que a denúncia disser respeito. Esta não está sujeita a qualquer taxa.

ARTIGO 9.º

(1) A Administração do país do titular notificará igualmente à Secretaria internacional as anulações, cancelamentos, renúncias, transmissões e outras modificações introduzidas na inscrição da marca no registo nacional, se tais modificações afectarem também o registo internacional.

(2) A Secretaria inscreverá essas modificações no registo internacional, notificá-las-á por sua vez às Administrações dos países contratantes e publicá-las-á no seu jornal.

(3) De igual modo se procederá quando o titular do registo internacional solicitar a redução da lista dos produtos ou serviços a que ele se aplica.

(4) Estas operações poderão ser sujeitas a uma taxa, que será fixada pelo Regulamento de execução.

(5) A adição ulterior à lista de um novo produto ou serviço só poderá obter-se por um novo depósito efectuado nos termos do artigo 3.º

(6) A substituição de um produto ou serviço por outro é equiparada à adição.

ARTIGO 9.º bis

(1) Quando uma marca inscrita no Registo internacional for transmitida a uma pessoa estabelecida num país contratante que não seja o país do titular do registo internacional, a transmissão será notificada à Secretaria internacional pela Administração desse mesmo país. A Secretaria internacional registará a transmissão, notifiá-la-á às outras Administrações e publicá-la-á no seu jornal. Se a transmissão for efectuada antes de expirar o prazo de cinco anos, contado da data do registo internacional, a Secretaria internacional pedirá o assentimento da Administração do país do novo titular e, se for possível, publicará a data e o número de registo da marca no país do novo titular.

(2) Não será registada transmissão alguma de marca inscrita no Registo internacional a favor de uma pessoa sem direito a depositar marcas internacionais.

(3) Quando uma transmissão não puder ser inscrita no Registo internacional, quer em consequência de recusa do país do novo titular, quer por ter sido feita a favor de uma pessoa sem direito a solicitar um registo internacional, a Administração do país do antigo titular terá o direito de solicitar à Secretaria internacional que proceda ao cancelamento da marca no seu registo.

ARTIGO 9.º ter

(1) Se a cessão de uma marca internacional somente para uma parte dos produtos ou serviços registados for notificada à Secretaria internacional, esta inscreverá-la-á no seu registo. Cada um dos países contratantes terá a faculdade de não admitir a validade dessa cessão se os produtos ou serviços compreendidos na parte cedida forem semelhantes àqueles para os quais a marca continua registada a favor do cedente.

(2) A Secretaria internacional inscreverá igualmente uma cessão da marca internacional somente para um ou vários dos países contratantes.

(3) Se, nos casos precedentes, ocorrer mudança do país do titular, a Administração de que depende o novo titular deverá dar o acordo solicitado, nos termos do artigo 9.º bis, se a marca internacional tiver sido transmitida antes de expirar o prazo de cinco anos, a contar da data do registo internacional.

(4) As disposições dos parágrafos anteriores só são aplicáveis sob reserva do artigo 6.º quater da Convenção de Paris para a protecção da propriedade industrial.

ARTIGO 9.º quater

(1) Se vários países da União particular resolverem realizar a unificação das suas leis nacionais relativas a marcas, poderão notificar ao Governo da Confederação Suíça:

a) Que uma Administração comum substituirá a Administração nacional de cada um deles; e

- b) Que o conjunto dos respectivos territórios deverá ser considerado como um só país para aplicação, total ou parcial, do presente Acordo.

(2) Aquela notificação só produzirá efeito seis meses depois da data da comunicação que dela será feita pelo Governo da Confederação Suíça aos outros países contratantes.

ARTIGO 10.º

(1) As Administrações regularão de comum acordo os pormenores relativos à execução do presente Acordo.

(2) É criado, junto da Secretaria internacional, um Comité dos Directores das Repartições Nacionais da Propriedade Industrial da União particular, que se reunirá mediante convocação do director da Secretaria internacional ou a pedido de cinco países partes no Acordo, com intervalos que não excedam cinco anos. O Comité nomeará entre os seus membros um conselho restrito, que poderá ser encarregado de determinados trabalhos e se reunirá, pelo menos, uma vez por mês.

(3) As funções do referido Comité serão consultivas.

(4) Contudo:

- a) Ressalvadas as competências gerais reservadas à Alta Autoridade de fiscalização, o Comité poderá, mediante proposta fundamentada do director da Secretaria internacional, e exprimindo a unanimidade dos países representados, modificar a importância dos emolumentos previstos no artigo 8.º do presente Acordo;
- b) Organizará e modificará o Regulamento de execução do presente Acordo, por unanimidade dos países representados;
- c) Os directores das repartições nacionais da propriedade industrial têm a faculdade de delegar os seus poderes no representante de um outro país.

ARTIGO 11.º

(1) Os países da União para a protecção da propriedade industrial que não tomaram parte no presente Acordo serão admitidos a aderir a seu pedido e pela forma estabelecida no artigo 16.º da Convenção de Paris para a protecção da propriedade industrial.

A adesão só será válida para o texto do Acordo revisto em último lugar.

(2) Logo que seja informada de que um país ou o conjunto ou parte dos países ou territórios por cujas relações exteriores ele é responsável aderiu ao presente Acordo, a Secretaria internacional dirigirá à Administração desse país, nos termos do artigo 3.º, uma notificação colectiva das marcas que nesse momento gozarem de protecção internacional.

(3) Aquela notificação assegurará, só por si, às referidas marcas o benefício das disposições anteriores no território do país aderente e marcará o início do prazo de um ano durante o qual a Administração interessada poderá fazer a declaração prevista no artigo 5.º

(4) Todavia, ao aderir ao presente Acordo, cada país poderá declarar que, salvo no que respeita às marcas internacionais que já tenham anteriormente sido objecto nesse país de um registo nacional idêntico ainda em vigor, e que serão imediatamente reconhecidas a pedido dos interessados, a aplicação do presente Acto será limitada às marcas que forem registadas a partir do dia em que a adesão se tornar efectiva.

(5) Aquela declaração dispensará a Secretaria internacional de fazer a notificação colectiva acima indicada. Limitar-se-á a notificar as marcas a favor das quais o pedido de beneficiar da excepção prevista no parágrafo

anterior seja por ela recebido, com as indicações necessárias, no prazo de um ano, a contar da accessão do novo país.

A Secretaria internacional não fará notificação colectiva aos países que, ao aderirem ao Acordo de Madrid, declararem fazer uso da faculdade prevista no artigo 3.º *bis*. Esses países poderão, além disso, declarar simultaneamente que a aplicação deste Acto ficará limitada às marcas que forem registadas a partir do dia em que a sua adesão se tornar efectiva; essa limitação não atingirá as marcas internacionais que já tenham anteriormente sido objecto nesse país de um registo nacional idêntico e que possam motivar pedidos de extensão de protecção formulados e notificados nos termos dos artigos 3.º *ter* e 8.º, § (2), alínea c).

(6) Os registos de marcas que tenham sido objecto de uma das notificações previstas neste artigo serão considerados em substituição dos registos efectuados directamente no novo país contratante antes da data efectiva da sua adesão.

(7) As disposições do artigo 16.º *bis* da Convenção de Paris para a protecção da propriedade industrial são aplicáveis ao presente Acordo.

ARTIGO 11.º *bis*

A denúncia do presente Acordo será regulada pelo artigo 17.º *bis* da Convenção de Paris para a protecção da propriedade industrial. As marcas internacionais registadas até à data em que a denúncia se tornar efectiva, e não recusadas dentro do prazo de um ano previsto no artigo 5.º, continuarão, enquanto durar a protecção internacional, a beneficiar da mesma protecção, como se tivessem sido directamente depositadas nesse país.

ARTIGO 12.º

(1) O presente Acordo será ratificado e as suas ratificações serão depositadas em Paris logo que seja possível.

(2) Entrará em vigor, entre os países em nome dos quais tiver sido ratificado ou que a ele tenham aderido, nos termos do artigo 11.º, § (1), quando doze países, pelo menos, o tiverem ratificado ou a ele tiverem aderido, dois anos depois do depósito do décimo segundo instrumento de ratificação ou de adesão lhes ter sido notificado pelo Governo da Confederação Suíça e terá a mesma força e duração que a Convenção de Paris para a protecção da propriedade industrial.

(3) Com respeito aos países que depositarem o respectivo instrumento de ratificação ou de adesão posteriormente ao depósito do décimo segundo instrumento de ratificação ou de adesão, o presente Acordo entrará em vigor segundo as regras do artigo 16.º da Convenção de Paris. Todavia, essa entrada em vigor ficará dependente, em todo o caso, da expiração do prazo previsto no parágrafo anterior.

(4) Este Acto substituirá, em todas as relações entre os países em nome dos quais tiver sido ratificado ou que a ele tiverem aderido, a partir do dia em que entrar em vigor a seu respeito, o Acordo de Madrid de 1891, nos seus textos anteriores ao presente Acto. Todavia, cada país que tiver ratificado o presente Acto ou que a ele tiver aderido ficará sujeito aos textos anteriores nas suas relações com os países que o não tiverem ratificado ou que a ele não tiverem aderido, a não ser que esse país tenha declarado expressamente não querer continuar a ficar ligado a esses textos. Esta declaração será notificada ao Governo da Confederação Suíça e só se tornará efectiva doze meses depois da sua recepção pelo referido Governo.

(5) A Secretaria internacional determinará, de acordo com os países interessados, as providências administrativas de adaptação que se verificarem oportunas para os efeitos de execução das disposições do presente Acordo.

Em firmeza do que, os Plenipotenciários abaixo assinados, depois de terem permutado os seus plenos poderes, reconhecidos em boa e devida forma, assinaram o presente Acordo.

Feito em Nice, em um só exemplar, em 15 de Junho de 1957.

Pela República Federal da Alemanha:

Herbert Kuhnemann.

Pela Austrália:

Pela Austria:

Gottfried Thaler.

Pela Bélgica:

L. Hermans.

Pelo Brasil:

Pela República Popular da Bulgária:

Pelo Canadá:

Pelo Ceilão:

Por Cuba:

Pela Dinamarca:

Pela República Dominicana:

Pelo Egipto:

Pela Espanha:

N. Juristo Valverde.
J. L. Aparicio.

Pelos Estados Unidos da América:

Pela Finlândia:

Pela França:

Marcel Plaisant.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

Pela Grécia:

Pela República Popular da Hungria:

Lajos Dege.

Pela Indonésia:

Pela Irlanda:

Por Israel:

Pela Itália:

Talamo.

Pelo Japão:

Pelo Líbano:

Pelo Principado de Listenstaina:

Hans Morf.

Pelo Luxemburgo:

J. P. Hoffmann.

Por Marrocos:

Taieb Sebti.

Pelo México:

Por Mónaco:

C. Solamito.

Pela Noruega:

Pela Nova Zelândia:

Pelos Países Baixos:

C. J. de Haan.

Pela República Popular da Polónia:

Por Portugal, com as ilhas dos Açores e Madeira:

Jorge Van Zeller Garin.

Pela Roménia:

Pela Suécia:

Pela Suíça:

Hans Morf.
Léon Egger.

Pela Síria:

Pela República Checoslovaca:

D. Jan Cech.

Pela Tunísia:

Salah Eddine El Goulli.

Pela República da Turquia:

Pela União Sul-Africana:

Pelo Vietname:

Pela Jugoslávia:

Milenko Jakovljevic.

Decreto-Lei n.º 41 735

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo 1.º É aprovado, para ratificação, o Acordo de Nice relativo à classificação internacional dos produtos e serviços aos quais se aplicam as marcas de fábrica ou de comércio, assinado em 15 de Junho de 1957, cujo texto em francês e respectiva tradução são anexos ao presente decreto-lei.